



## Conseil économique et social

Distr. générale  
24 avril 2012  
Français  
Original : anglais

---

### Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 13 a) de l'ordre du jour provisoire\*

**Questions relatives à l'économie et à l'environnement :  
développement durable**

### **Déclaration présentée par Nurses across Borders, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante qui est distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* E/2012/100.



## Déclaration

### **Lutter contre le changement climatique pour parvenir à une croissance économique équitable et durable à tous les niveaux et à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Les priorités de la protection sociale doivent être élargies au-delà des politiques économiques pour inclure l'une des menaces les plus graves pour le développement social : le stress et les risques liés au changement climatique. Ces questions ont une influence si importante sur le développement social que l'inclusion, le cas échéant, des problèmes d'adaptation au changement climatique et de prévention des catastrophes à plusieurs niveaux constitue une stratégie efficace et responsable de protection sociale.

Le changement climatique créant des conditions météorologiques imprévisibles, les tempêtes deviennent plus fortes et les inondations et les sécheresses plus fréquentes. Les conséquences sur la santé sont amplifiées par des écarts plus importants de températures et de précipitations. Les questions de changement climatique en souffrance exacerbent les inégalités profondes au sein des pays et compromettent les activités visant un développement social mondial plus inclusif.

Les pays en développement tirent une partie importante de leur revenu des services liés aux écosystèmes qui sont vulnérables aux conséquences du changement climatique. Le refus de prendre en compte les risques liés au changement climatique met en péril la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, reléguant les groupes les plus pauvres de la population mondiale à un avenir sans débouchés.

Il est crucial de renforcer à tous les niveaux les capacités d'adaptation aux conséquences du changement climatique et de résilience pour réduire les inégalités et l'exclusion sociale afin d'assurer une croissance durable et inclusive à long terme et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Les mesures d'adaptation au changement climatique doivent être incorporées dans les activités de développement et stratégies de prévention des catastrophes et non se focaliser uniquement sur les émissions.

Lorsque le capital social, qui repose sur la confiance, l'action réciproque et la réputation, interagit avec le capital naturel, il renforce les aspects positifs des activités institutionnelles en ce qui concerne le changement climatique et l'adaptation aux risques, notamment en réduisant les inégalités et en éliminant la pauvreté et l'exclusion sociale.

Dans son *Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008 : la lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé*, le Programme des Nations Unies pour le développement estime que l'impact du changement climatique sur la population pauvre dans le monde aura des conséquences à long terme. Il est évident que le changement climatique dans l'avenir posera des défis importants à la société, notamment la recherche des meilleurs moyens d'adaptation à ses conséquences actuelles et potentielles.

Les stratégies permettant de faire face au changement climatique nécessitent des mesures de gouvernance par la création de conditions qui appuient directement le renforcement des capacités locales pour que les communautés locales puissent gérer le changement climatique dans le cadre des écosystèmes, conditions sociales et contextes politiques locaux. Elles comprennent notamment un accès équitable aux finances (en mettant à profit les sources tant traditionnelles que nouvelles) pour favoriser l'apprentissage, faire participer les communautés et exécuter les stratégies d'adaptation au changement climatique et de prévention des catastrophes. Si les activités de généralisation présentent des avantages, leur reproduction au niveau mondial aux dépens de leur exécution efficace au niveau local risque néanmoins d'entraver plutôt que d'encourager le développement social. Les conséquences involontaires découlant du refus de répondre aux besoins locaux avec des options diversifiées risquent de faire dérailler l'objectif de la décentralisation, ce qui à son tour réduit l'importance accordée, dans les objectifs du Millénaire pour le développement, à la participation communautaire et l'engagement politique, tous deux activités cruciales dans le Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015: pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes.

---